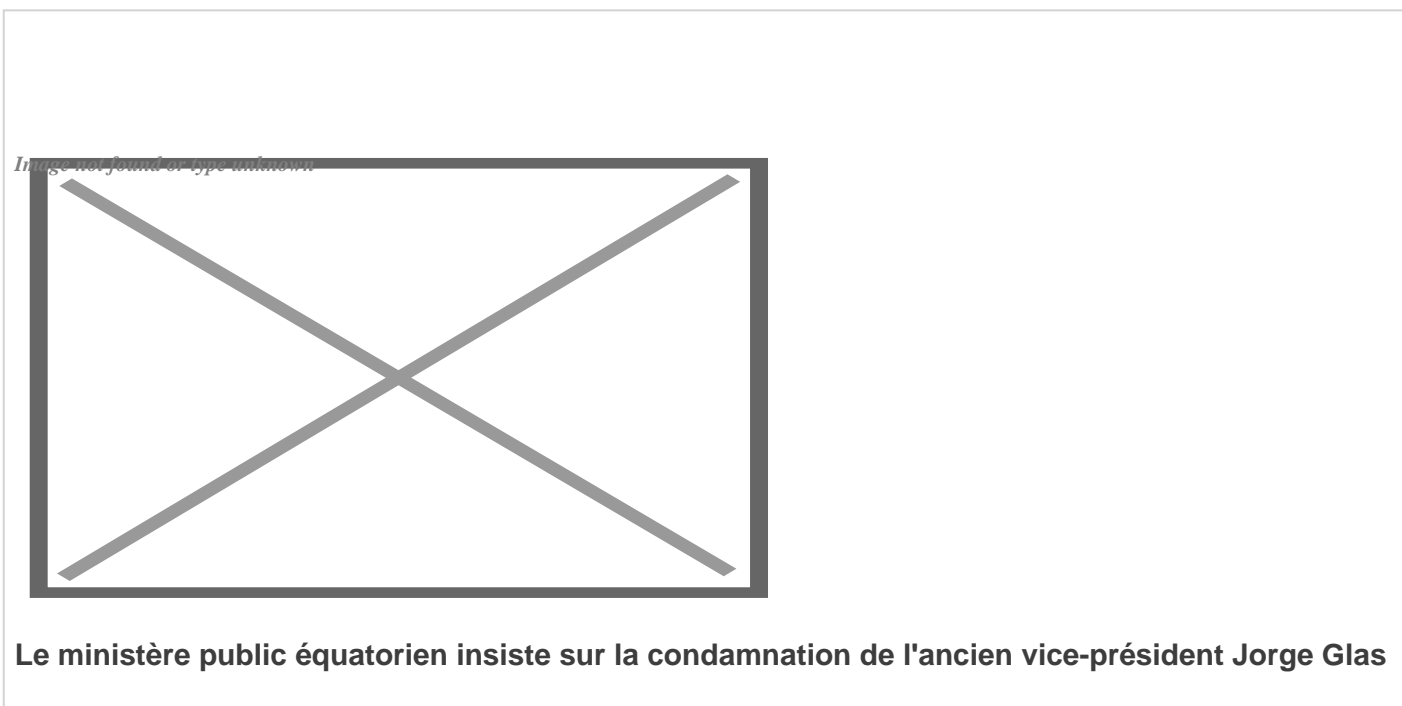


Le ministère public équatorien insiste sur la condamnation de l'ancien vice-président Jorge Glas



La Havane, 5 septembre, (RHC)- Le ministère public équatorien a annoncé lundi qu'il porterait plainte pour corruption contre l'ancien vice-président, Jorge Glas, dans le cadre de l'affaire dite de la Reconstruction de Manabi.

Selon l'institution, en 2019, le contrôleur général de l'État a détecté des irrégularités présumées dans l'attribution du contrat pour la construction de la route Manta-Colisa, de 22 kilomètres, pour plus de 68 millions de dollars débloqués conformément à la loi organique de solidarité.

Le bureau du procureur a déclaré avoir recueilli suffisamment de pièces à conviction pour fonder les accusations contre Jorge Glas et deux autres anciens fonctionnaires, une procédure qui sera menée à bien mercredi prochain.

L'organe judiciaire inculpera également Carlos Bernal, ancien secrétaire du Comité pour la reconstruction, et Pablo Ortiz, ancien directeur de l'entreprise publique Ecuador Estratégico, (Équateur stratégique).

Selon la théorie du Parquet, la route Manta-Colisa n'a pas été affectée par le tremblement de terre de 2016, de sorte que la décision de la financer avec l'argent de la loi de solidarité aurait été arbitraire.

Le 11 août, le juge Antonio Dias Toffoli, de la Cour suprême fédérale du Brésil, a annulé les prétendues preuves présentées pour impliquer l'ancien vice-président équatorien dans l'affaire dite Odebrecht.

Cependant, le bureau du procureur équatorien a assuré que la condamnation de Jorge Glas avait été obtenue en toute légalité et sur la base de nombreuses preuves.

Jorge Glas est considéré comme le symbole du "lawfare" en Équateur, où les persécutions déclenchées par le gouvernement de Lenin Moreno (2017-2021) contre les partisans de l'ancien président Rafael Correa (2007-2017) ont contraint nombre d'entre eux à l'exil.

L'ancien vice-président a bénéficié d'une libération anticipée le 28 novembre, après l'unification de deux peines d'emprisonnement de six et huit ans pour les affaires Odebrecht et de corruption, respectivement.

Des juristes et des défenseurs des droits de l'homme s'accordent à dire qu'il n'existe aucune preuve des crimes dont Glas est accusé. Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/333184-le-ministere-public-equatorien-insiste-sur-la-condamnation-de-lancien-vice-president-jorge-glas>



Radio Habana Cuba